



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Institut international de  
planification de l'éducation

**Pôle de Dakar**  
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

# PôleMAG<sup>°22</sup>

La lettre d'information du Pôle d'analyse sectorielle en éducation de Dakar - **SEPTEMBRE 2014**

## ÉDITORIAL

## AU SOMMAIRE

### Une plate-forme d'expertise en formation professionnelle intégrée au Pôle de Dakar de l'IIEP

La formation professionnelle constitue un sous-secteur éducatif clé dans l'insertion des jeunes sur le marché du travail et devient aujourd'hui une priorité face au chômage de masse et à la précarité des nouvelles générations, tant au niveau mondial que pour le continent africain.

Si tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une formation professionnelle adaptée, la mise en œuvre de politiques rénovées efficaces s'est jusqu'à présent heurtée à de nombreuses contraintes : moyens insuffisants, coordination défaillante... un chaînon semble manquer vers l'opérationnalisation des réformes.

Face à ce constat, un projet de plate-forme d'expertise en formation professionnelle (PEFOP) a été initié par l'Agence française de Développement. Et le 17 juin dernier, son conseil d'administration, a officiellement donné un avis favorable à son financement, à hauteur de 6 millions d'euros. La maîtrise d'ouvrage du projet, qui devrait débuter au courant du 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, sera confiée au Pôle de Dakar de l'IIEP dans une première phase pour une durée de quatre années et demie.

La plate-forme focalisera dans un premier temps ses efforts sur quatre pays francophones d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et le Sénégal. Fondé sur un partenariat entre acteurs publics et privés, le projet PEFOP appuiera la mise en œuvre de politiques rénovées de formation professionnelle en Afrique. Ses objectifs seront de faire l'état des lieux des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques de formation professionnelle et de développer des outils pour y répondre à travers, notamment, la création d'un réseau d'acteurs pour la capitalisation d'expérience sur l'ensemble du continent africain.

C'est avec enthousiasme que le Pôle de Dakar de l'IIEP accueillera ce projet novateur au service de la formation professionnelle et l'accompagnera au plus près dans la réalisation de ses missions.

**Guillaume Husson et Beïfith Kouak Tiyab**  
Coordonnateurs du Pôle de Dakar

### ACTUALITÉS

- Le système éducatif de la RDC fait preuve d'une forte résilience et garde la confiance des ménages **2**
- Intervention du Pôle de Dakar au Centre international d'études pédagogiques **2**
- Première évaluation des acquis des élèves en Guinée Bissau **3**

### DOSSIER

- Nouveau guide méthodologique pour l'analyse sectorielle de l'éducation **4**

### ENTRETIEN

- 3 questions à Michel Faye  
Directeur de la Formation Professionnelle et Technique au Sénégal **6**

### DANS LES PAYS **7**

### EN BREF **8**



© UNESCO / Régis L'Hostis

**Pôle de Dakar**  
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

### Malgré un contexte difficile, le système éducatif de la République démocratique du Congo fait preuve d'une forte résilience et garde la confiance des ménages

La restitution officielle du second Rapport d'état du système éducatif en République démocratique du Congo s'est tenue le mardi 10 juin 2014 à Kinshasa. Innovation dans le cas d'un diagnostic sectoriel en éducation, la RDC est le premier pays à avoir mené une analyse complémentaire des effets des risques et conflits sur le système éducatif. L'étude montre qu'en dépit de la situation socio-économique et humanitaire, les indicateurs scolaires se sont améliorés, illustrant une résilience certaine du système éducatif. Ce résultat est certes à attribuer à l'engagement fort du gouvernement et de ses partenaires mais il reste principalement dû à l'effort sans précédent des familles congolaises. Celles-ci contribuaient, en 2012, à hauteur de 75 % des coûts de l'éducation au primaire et au secondaire, gage du maintien de leur confiance dans le système éducatif. ■

Équipe nationale RESEN de la République démocratique du Congo. © UNESCO/JL.Yameogo



Le Pôle de Dakar a participé pour la troisième année consécutive à l'atelier de formation sur l'analyse et la planification sectorielle de l'éducation, dispensé conjointement avec le CIEP et le bureau d'études Le Vif du Sujet. La formation s'est tenue au CIEP à Sèvres, en France, du 14 au 25 avril 2014. Le Pôle de Dakar a animé les sessions consacrées au diagnostic sectoriel et au modèle de simulation financière. Cette formation a regroupé une vingtaine de personnes, essentiellement des cadres de ministères africains en charge de l'éducation. Elle a permis de renforcer les capacités des participants par la pratique, à travers l'analyse d'une série d'indicateurs utilisés dans les diagnostics de système éducatif comme la distribution géographique des enseignants ou l'efficacité comparée des écoles. La formation a également cherché à transmettre un savoir critique en soulignant les limites de l'analyse sectorielle et de la manipulation des modèles de simulation financière. ■

### Intervention du Pôle de Dakar au Centre international d'études pédagogiques



Séance de formation à l'analyse sectorielle en éducation, Sèvres, avril 2014. © UNESCO/JL.Yameogo

# Lancement de la première évaluation des acquis des élèves en Guinée Bissau



Mamadu Saliu Jassi, Directeur du service de planification et des statistiques au ministère bissau-guinéen de l'éducation.  
© UNESCO/J. Jourde

La Guinée Bissau ne dispose, jusqu'à présent, d'aucun système d'évaluation permettant de mesurer la qualité de son éducation et aucun test d'acquis des élèves au niveau national n'y a été réalisé. Pourtant, juger de la qualité des enseignements dispensés au sein d'un système éducatif et être en mesure de situer les acquis des élèves dans les comparaisons nationales et internationales est un point fondamental de l'analyse sectorielle en éducation. La Guinée Bissau est en passe de sortir de cette situation. À l'occasion d'une série d'appui du Pôle de Dakar entre 2014 et 2015, le pays s'est lancé dans une évaluation nationale des acquis scolaires. « C'est la première fois que nous allons disposer d'une vision scientifique de la qualité de l'éducation » se réjouit Mamadu Saliu Jassi, coordonnateur de la commission nationale d'évaluation des acquis des élèves.

Tout a commencé quelques années plus tôt, dans le cadre d'une collaboration avec le PASEC<sup>1</sup>, qui conçoit et organise généralement l'évaluation des acquis dans les pays relevant de la francophonie<sup>2</sup>. Dès 2008, le PASEC avait monté une formation pour réaliser l'évaluation avec une équipe de cadres bissau-guinéens, mais cette dernière n'avait pu avoir lieu en raison de contraintes institutionnelles nationales. C'est finalement

en amont de l'élaboration d'un nouveau plan sectoriel de l'éducation pour la période 2016-2025 que l'activité a pu débuter. Le Pôle de Dakar, en addition à d'autres appuis relatifs à la conception du plan sectoriel, comme la mise à jour du diagnostic du secteur et du modèle de simulation financière, apporte son expertise technique à l'évaluation. Celle-ci porte sur les acquis des élèves de 2<sup>ème</sup> et de 5<sup>ème</sup> année en portugais et en mathématiques, sur la base des anciens instruments du PASEC.

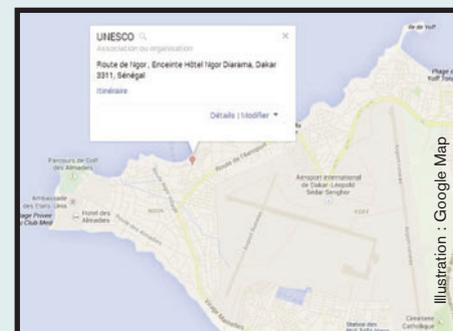
## De la théorie à la pratique, la motivation comme moteur de réussite

Pour réaliser l'évaluation, 75 enseignants ont été formés à l'administration des tests et des questionnaires. Le processus, débuté en mars dernier devrait s'achever en fin d'année. « Le Pôle de Dakar nous avait prévenu de certaines difficultés, nous y étions préparé, mais, de la théorie à la pratique, des choses qui nous paraissaient évidentes ont soulevé de nombreuses questions » indique Mamadu Saliu Jassi. Si le principe de conception des tests était simple et consistait en la traduction des tests utilisés en français, « il a fallu le adapter à la particularité du portugais et des programmes scolaires » explique-t-il. Par ailleurs, « Comment satisfaire des critères d'échantillonnage quand la réalité du terrain n'est pas compatible ? ». Sur toutes ces questions pratiques, « le Pôle de Dakar nous a apporté son expertise et nous a permis d'avancer en confiance » affirme-t-il.

Aujourd'hui, la phase d'administration des tests est terminée. Un tirage aléatoire de 150 classes de 2<sup>ème</sup> année et 150 classes de 5<sup>ème</sup> année a été réalisé, impliquant plus de 230 écoles. Au final, ce sont près de 2000 écoliers qui ont passé les épreuves qui vont être corrigées. Mais ici encore, les administrateurs sont demandeurs de précisions à

mesure que l'évaluation se conduit. « Comment décider que la réponse d'un élève est bonne ou non, quel est le degré de justesse attendu ? » souligne à nouveau Mamadu Saliu Jassi, « les administrateurs se montrent très attentifs aux détails ». Ils sont aussi très impliqués. Ils souhaitent désormais participer à l'analyse des tests, avoir accès aux méthodologies, participer aux restitutions des résultats. Quelles que soient les difficultés initialement rencontrées, le principal gage de réussite réside dans la motivation des administrateurs. Et la Guinée Bissau devrait sans nul doute disposer d'une première évaluation nationale des acquis scolaires d'ici la fin de l'année. ■

- 1 Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie.
- 2 La Guinée Bissau, pays lusophone, fait partie des États et gouvernements de la Francophonie.



## Pôle de Dakar de l'IIPE - Nouveaux locaux

Les locaux du Bureau de l'UNESCO au Sénégal, qui hébergent le Pôle de Dakar, ont changé d'adresse. Désormais l'UNESCO partage un espace commun, au nord de la ville de Dakar, dans le quartier de Ngor, avec le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), ainsi que Bureau de l'Envoyé spécial pour le Sahel.

**Pour nous trouver :**  
UNESCO - IIPE Pôle de Dakar  
Route de Ngor - Enceinte Hôtel Ngor Diarama  
Tél : (221) 33 859 77 30

## Guide méthodologique pour l'analyse sectorielle de l'éducation

### Nouveau guide détaillé pour l'analyse et le suivi des politiques et systèmes éducatifs

L'éducation pour tous les enfants est une priorité absolue des pays à travers le monde. Nombre d'entre eux ont investi dans l'amélioration de la qualité et un meilleur accès pour les enfants les plus vulnérables. Toutefois, les efforts doivent se poursuivre.

Au moins 57 millions d'enfants en âge d'être scolarisés au primaire et 64 millions au collège ne fréquentent pas l'école. La plupart de ces enfants appartiennent à des groupes marginalisés, notamment les enfants issus des ménages les plus pauvres, les enfants touchés par un handicap ou vivants dans des zones de conflits. Plus de la moitié sont des filles. À l'échelle mondiale, 250 millions d'enfants n'acquièrent pas les savoirs de base en lecture et en mathématiques ; souvent car ils n'ont pas atteint une quatrième année de scolarisation ou parce que leurs conditions d'apprentissage sont insuffisantes.

Les efforts visant à améliorer l'accès à l'école et à garantir un apprentissage efficace dépendent d'analyses fiables et concrètes permettant d'informer les décideurs politiques. Pour s'assurer d'un haut niveau d'analyse, une collaboration de spécialistes et d'économistes de l'éducation de l'UNESCO, de l'UNICEF, du Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation et de la Banque mondiale a développé un nouveau guide méthodologique pour l'analyse sectorielle en éducation.



#### SE PROCURER UNE COPIE

Les deux volumes du Guide méthodologique pour l'analyse sectorielle en éducation seront disponibles, en français et en anglais, dès septembre 2014, sur [www.unicef.org/education](http://www.unicef.org/education) et [www.poledakar.org](http://www.poledakar.org).

Contact :  
Mathieu Brossard,  
Conseiller Principal en éducation, UNICEF :  
[mbrossard@unicef.org](mailto:mbrossard@unicef.org)  
Guillaume Husson,  
Coordonnateur, Pôle de Dakar de l'IPE-UNESCO :  
[g.husson@unesco.org](mailto:g.husson@unesco.org)

#### Objectif

Le but de ce nouveau guide est de fournir des méthodes pour une analyse détaillée des systèmes éducatifs et de permettre aux gouvernements de mettre en place des réformes de politique éducative dans leur plan sectoriel de l'éducation.

Le guide part du principe selon lequel les gouvernements sont les moteurs du changement. L'approche d'apprentissage par la pratique, tournée vers l'appropriation nationale des méthodes d'analyse et de la planification des réformes en découlant, place les équipes ministérielles au centre du processus.

Ce guide détaillé a également pour but de renforcer les capacités analytiques des pays afin qu'ils conduisent progressivement leurs analyses sectorielles en éducation avec un moindre soutien extérieur.

#### Le guide

Le guide méthodologique pour l'analyse sectorielle en éducation fournit les outils nécessaires à l'analyse du système éducatif d'un pays. Il est divisé en deux volumes et dix chapitres. Le premier volume contient les méthodes d'analyse sectorielle de six domaines thématiques :

- Contexte
- Accès
- Coûts et financement
- Qualité et gestion
- Efficacité externe
- Équité

Le second volume couvre quatre sous-secteurs : le développement de la petite enfance, l'enseignement supérieur, l'alphabétisation et l'éducation non formelle, et, l'enseignement technique et la formation professionnelle. Chaque chapitre du guide inclut :

- La description des principales questions de politique éducative à analyser ;
- Des outils pratiques de collecte de données ;
- Les méthodes de traitement de données et d'analyse ;
- Des outils qualitatifs tels que des questionnaires d'enquête des acteurs du système ;
- Des exemples d'analyses pays réalisées, accompagnés de leur interprétation à des fins de dialogue politique.

Bien que le guide cherche à être le plus complet possible, les contextes sont toujours différents. Les équipes ministérielles sont donc invitées à sélectionner « à la carte » les sections les plus pertinentes pour l'analyse de leurs principaux enjeux de politique éducative et selon leurs propres contraintes de données. Par exemple, si cela est pertinent pour un pays, le guide donne des recommandations pour inclure dans les rapports d'analyse sectorielle une analyse institutionnelle du secteur éducatif ainsi qu'une analyse du contexte humanitaire (analyse des conflits, des risques et des vulnérabilités). Très récemment, le Tchad et la République démocratique du Congo ont inclus dans leur analyse sectorielle des chapitres complémentaires traitant de ces deux thématiques.

### Historique

Le nouveau guide est une mise à jour d'un premier document élaboré en 1999 et utilisé pour la réalisation d'environ 70 Rapports d'état du système éducatif national (RESEN) dans plus de 40 pays. Les RESEN ont contribué à la préparation et au suivi des plans sectoriels de l'éducation et ont facilité l'accès au financement pour leur mise en œuvre, notamment en provenance du Partenariat mondial pour l'éducation.

### Nouveautés

Le nouveau guide comprend les améliorations demandées par les équipes ministérielles et les décideurs politiques. Il élargit notamment la portée de l'analyse à l'ensemble du secteur éducatif – du développement de la petite enfance à l'éducation supérieure. Il fournit les détails méthodologiques pour assister les équipes gouvernementales et leur donner davantage d'autonomie.

Les méthodes d'analyse sectorielle en éducation ont également évolué au cours des dernières années et ce nouveau guide présente les développements les plus récents dans le domaine. Il fournit, en particulier, des conseils sur l'utilisation des données et enquêtes qui sont récemment devenues disponibles.

### Aligné sur les priorités de l'agenda international

Le nouveau guide est en adéquation avec les priorités mondiales établies par les partenaires au développement, notamment par le Partenariat mondial pour l'éducation, l'UNICEF, l'UNESCO et la Banque mondiale.



L'UNESCO met, par exemple, l'accent sur le renforcement des capacités nationales par l'apprentissage par la pratique et l'appropriation. Ces approches sont recommandées pour l'utilisation du nouveau guide.

L'UNICEF met l'accent sur l'équité et a mis en place des outils et initiatives comme l'analyse des goulots d'étranglement, le pilotage des résultats pour des systèmes équitables (MoRES) et l'Initiative sur les enfants hors de l'école (OOSCI). Le nouveau guide inclut une aide sur la façon d'utiliser ces nouveaux outils.

Ce nouveau guide reflète aussi les objectifs de la stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique, qui est fondée sur la connaissance, le partenariat et le financement, et est aussi en adéquation avec sa politique globale pour l'éducation.

### Partenariat Collaboratif

Le nouveau guide a été préparé par plus de 25 spécialistes et économistes de l'éducation de l'UNESCO, de la Banque mondiale, de l'UNICEF et du Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation. L'équipe de production a été dirigée par Mathieu Brossard, Conseiller Principal en éducation à l'UNICEF.

La préparation du guide a été rendu possible par l'appui technique et financier du Pôle de Dakar de l'Institut international de planification de l'éducation (UNESCO), du bureau de l'UNESCO à Dakar, de la Banque mondiale, de l'UNICEF et du fonds d'appui à la préparation des programmes d'éducation (EPDF) du Partenariat mondial pour l'éducation. ■

## 3 questions à Michel Faye

**Directeur de la Formation Professionnelle et Technique au Sénégal**

Ministère sénégalais de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat

**Le Sénégal fera partie des premiers pays à bénéficier du PEFOP, la plate-forme d'expertise en formation professionnelle du Pôle de Dakar de l'IPE, qui appuiera la mise en œuvre de politiques rénovées de formation professionnelle. Quels sont les enjeux liés à la mise en œuvre de telles politiques au Sénégal ?**

Le Sénégal a engagé depuis plus de dix ans une large réforme de son système d'enseignement technique et de formation professionnelle. L'orientation vers l'acquisition des compétences est clairement affirmée et a appelé un changement de paradigme au regard des enjeux liés à la dimension économique désormais conférée à la formation professionnelle et technique. Des axes prioritaires sont posés : établissement de partenariats publics-privés, adoption d'une approche sectorielle, changement de modalités pédagogiques, gestion de l'offre de formation basée sur le recrutement, prise en charge de la formation continue et appui à l'insertion des formés, prise en charge de l'apprentissage, mise en place d'un mécanisme de financement soutenable, développement du secteur artisanal... De nombreux chantiers sont ouverts.

Mais, si la stratégie est établie, il faut reconnaître que le bilan de sa mise en œuvre s'avère, à bien des égards, mitigé. Si l'on ne devait citer qu'un chiffre : il est aujourd'hui recensé moins de 400 apprenants pour 100 000 habitants alors qu'il en faudrait 2000 pour répondre aux besoins du marché du travail. C'est dire à quel point la formation professionnelle et technique a besoin d'un souffle nouveau. La recherche d'un véritable pilotage du système, fondé sur l'adhésion et la mise en synergie de tous les acteurs, est désormais notre priorité.

**En quoi l'approche du projet PEFOP vous apparaît-elle différente des appuis déjà existants dans le domaine de la formation professionnelle ?**

Telle que présentée dans le document de projet, l'approche développée par le PEFOP est singulièrement distincte de nos appuis classiques qui consistent généralement en la construction, la réhabilitation et l'équipement de centres de formation, la formation de formateurs, l'édition de manuels et de guides, etc.

Ici, la fonction même du projet PEFOP est différente, elle vise l'appui à la mise en œuvre de politiques opérationnelles de formation professionnelle. La plate-forme est un « appui immatériel » au pilotage des réformes, sur une base contractuelle, sans substitution et en appui à l'existant dans chaque pays bénéficiaires. C'est également un cadre cohérent de mutualisation des idées entre pays ayant des problématiques proches. Il s'agit d'une réelle innovation.



© UNESCO/J. Jourde

**La composante 2 du PEFOP permettra d'animer un réseau d'échanges entre une dizaine de pays sur des questions de mise en œuvre des politiques de formation professionnelle. Quels sont les sujets que le Sénégal aimerait discuter en priorité avec les pays voisins ?**

Évoquer la question du partenariat public-privé me semble prioritaire car il constitue le socle de la qualité, de la pertinence et de l'efficacité externe des dispositifs de formation professionnelle. Nous devons passer d'une vision sous sectorielle et restrictive de la formation professionnelle à une vision systémique et impliquer toutes les ressources potentielles de l'État, des partenaires sociaux, de la société civile et des collectivités locales. La question du financement de la formation professionnelle retient également toute notre attention. Elle permettrait notamment d'ouvrir le débat sur la gestion des établissements publics de formation professionnelle en vue d'une plus grande implication du secteur privé.

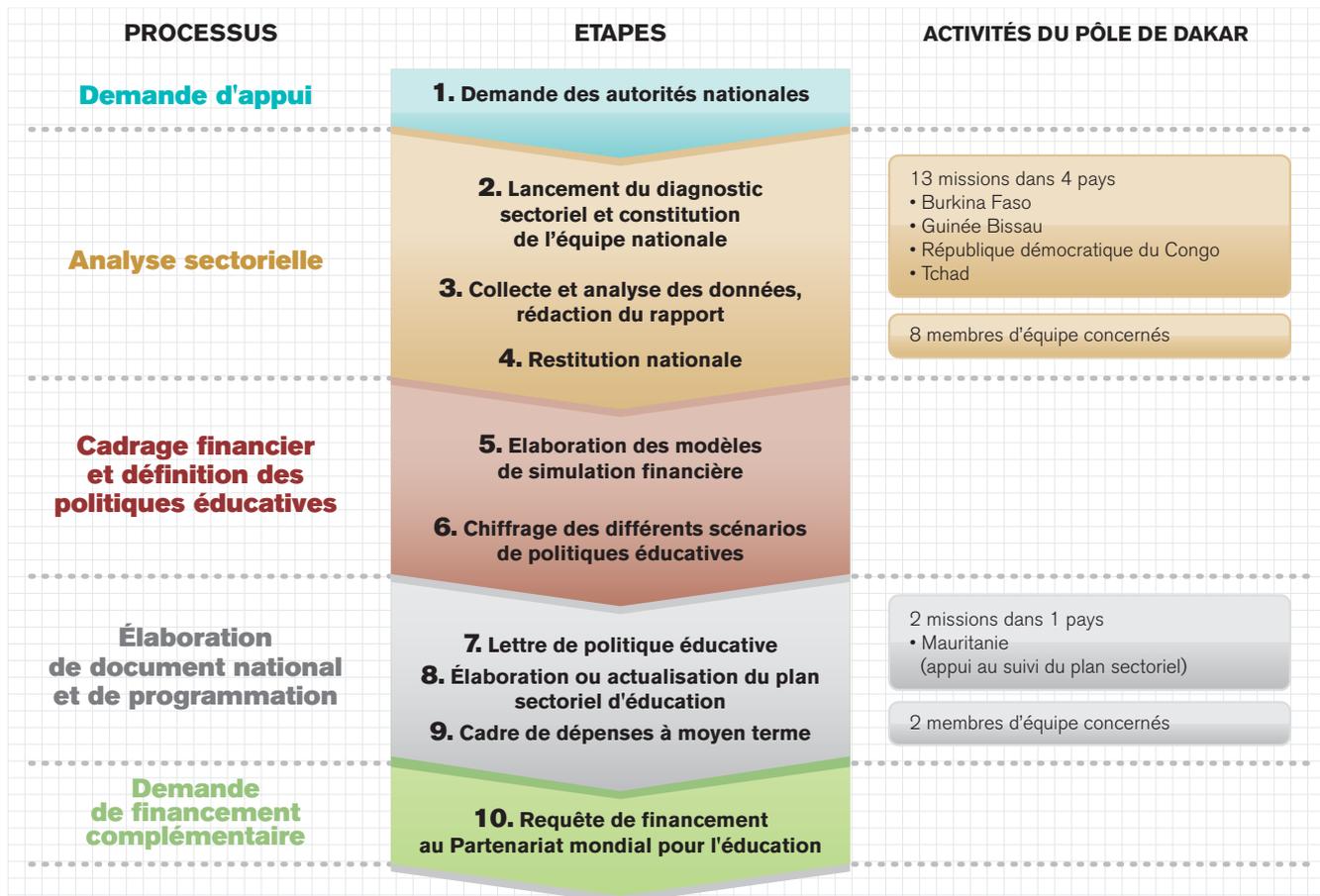
Le PEFOP pourrait enfin faciliter les discussions au sein des instances communautaires ouest africaines. Le Sénégal a organisé récemment la conférence des ministres en charge des questions d'emploi et de la formation professionnelle de la zone UEMOA. En complément aux sujets relatifs à l'ingénierie de formation évoqués dans ce cadre de concertation, le Sénégal pourrait, avec le soutien du PEFOP, discuter avec ses voisins de la mise en place de cadres nationaux de certification orientés vers la mobilité des compétences. C'est un enjeu fort pour le renforcement de l'intégration sociale, politique, économique et culturelle des États d'Afrique de l'ouest. ■

DANS LES PAYS

## De décembre 2013 à juin 2014

### Rapport d'État du Système Éducatif National (Resen)

Le Pôle de Dakar de l'IIEP a pour principale activité l'appui direct aux pays africains en matière d'analyses sectorielles en éducation, de cadrage financier et de définition de politiques éducatives. Le processus d'appui suivi par le Pôle de Dakar et les activités réalisées par l'équipe depuis décembre 2013 sont présentées ci-dessous.



### Autres activités du Pôle de Dakar :

#### Financement de l'éducation – Projet du Partenariat mondial pour l'éducation

- Lancement du projet « Efficience et équité dans l'allocation des ressources publiques » en Guinée Conakry (Mars 2014, Conakry) et au Zimbabwe (Juin 2014, Harare).

#### PEFOP

- Présentation de la plate-forme d'expertise en formation professionnelle PEFOP aux pays bénéficiaires directs du projet au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Sénégal (Ouagadougou, Abidjan, Nouakchott, Dakar, Avril 2014).

#### Présentation de l'offre de services

- Mission conjointe des différentes entités de l'UNESCO pour la présentation de leurs services au gouvernement ivoirien (Avril 2014, Abidjan).

#### Séminaires et ateliers

- Atelier PEIC, Protéger l'éducation dans les situations d'insécurité et de conflit, organisé par l'IIEP et le Bureau international d'éducation (Mars 2014, Genève).
- Atelier du Partenariat pour le renforcement des enseignements et des pratiques dans l'éducation secondaire - PSIPSE (Mars 2014, Nairobi).
- Atelier sur la professionnalisation des enseignants à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Mars 2014, Niamey).
- Atelier de formation au CIEP en analyse et planification sectorielle (Avril 2014, Sèvres).
- Colloque international sur le développement de la petite enfance (Avril 2014, Bujumbura).
- Atelier de renforcement de capacités en planification de l'éducation au Bénin (Mai 2014, Lokossa).
- Conférence de reconstitution des ressources financières du Partenariat mondial pour l'éducation (Juin 2014, Bruxelles).

## L'équipe du Pôle

### Arrivée



**Neloum Koumtingue** est la nouvelle chargée de l'administration et des finances du Pôle de Dakar de l'IPE. Neloum a rejoint le Pôle de Dakar en 2011 en tant qu'assistante aux finances. Elle travaillait alors au sein de l'administration du bureau régional de l'Unesco pour le compte du Pôle de Dakar. Neloum a précédemment travaillé avec la mission du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Tchad.



**Fata Rouane** est arrivé au Pôle de Dakar pour une mission de consultant d'une durée de six mois. Son activité consiste en l'estimation d'une vingtaine d'indicateurs sur les relations « éducation/formation-emploi » et la performance du système de formation sur le marché du travail dans une quinzaine de pays d'Afrique subsaharienne. Ces indicateurs et la note méthodologique qui sera produite pour leur estimation, permettront d'appréhender les principales facettes de l'insertion dans le cadre du DIPEFE (Diagnostic Prospectif Éducation/Formation-Emploi).



**Kadar I. Yabe** appuie, en qualité de consultant, les activités du Pôle de Dakar pour une durée de six mois. Il fournit un appui à l'élaboration de diagnostics sectoriels en éducation, à l'instruction des arbitrages de politique éducative et à l'élaboration de documents de stratégie nationale. Il contribue également aux formations à distance, en politique sectorielle et gestion des systèmes éducatifs, développées par le Pôle de Dakar.

### AGENDA

1<sup>er</sup> et 2 octobre 2014, Dakar  
Comité d'orientation du Pôle de Dakar de l'IPE

**PSGSE**  
13 au 21 octobre 2014  
Premier regroupement présentiel de la Promotion 8

1<sup>er</sup> au 5 décembre 2014  
Dernier regroupement présentiel de la promotion 7

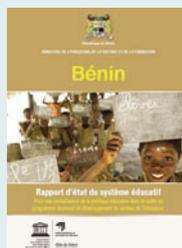
**SAMES**  
27 octobre au 4 novembre 2014  
Premier regroupement présentiel de la promotion 3

## Nouvelles publications

À découvrir sur [www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)



**La question enseignante en Ouganda :** Une vision partagée pour une politique enseignante efficace, ministère ougandais de l'éducation et des sports, UNESCO – IPE Pôle de Dakar, Juillet 2014.



**Rapport d'état du système éducatif au Bénin,** Pour une revitalisation de la politique éducative dans le cadre du programme décennal de développement du secteur de l'éducation, République du Bénin, UNESCO - IPE Pôle de Dakar, Juillet 2014.

### + 1 nouvelle note pays

En Ouganda, une force enseignante à dynamiser, juin 2014.

## Pôle de Dakar

ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

IPE- Pôle de Dakar  
Route de Ngor  
Enceinte Hôtel Ngor Diarama  
Tél. : + 221 33 859 77 30  
[www.poledakar.org](http://www.poledakar.org)

Le Pôle de Dakar est le pôle d'analyse sectorielle en éducation pour l'Afrique de l'Institut international de planification de l'éducation.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue du Pôle de Dakar et pas nécessairement celui de l'IPE ou de l'UNESCO.

La lettre d'information est publiée tous les six mois, en français et en anglais.

**Directeurs de la publication** Guillaume Husson et Beifith Kouak Tiya, **rédaction** Jonathan Jourde, **traduction français/anglais** John Fox, **relecture** IPE/Pôle de Dakar **maquette** by Reg', Régis L'Hostis, Dakar.

Ecrivez à l'équipe de Pôle Mag :  
[iipepd@iipe-poledakar.org](mailto:iipepd@iipe-poledakar.org)